

LE PLAN D'ACTION DE L'ANEQ



photo Daniel Mallard

MOBILISONS-NOUS POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

OPÉRATION ACCESSIBILITÉ

Cet automne, le gouvernement du Parti Libéral prendra d'importantes décisions concernant l'avenir de l'éducation et préparera des réformes qui pourraient avoir des conséquences pour des années à venir. Les enjeux portent principalement sur le régime des prêts et bourses, le financement des universités et les frais de scolarité dans les collèges et universités.

D'ores et déjà, les étudiantes et les étudiants sont appelé-e-s à intervenir pour promouvoir les mesures que nous voulons voir appliquer par les autorités politiques. Il est de notre responsabilité de faire en sorte que l'éducation évolue vers une démocratisation et une amélioration. Si nous n'intervenons pas, de graves reculs pourraient nous frapper. Nous devons donc utiliser au maximum cet outil que sont nos associations étudiantes.

Ce document présente le plan d'action que l'ANEQ soumet aux associations étudiantes locales pour fin de débats. Il fait suite à un premier document intitulé **L'éducation pour tout le monde** et qui expose les trois revendications qui, dans la conjoncture actuelle, ont été jugées prioritaires par le Congrès national de l'ANEQ le printemps dernier. Il s'agit du maintien de la gratuité scolaire au collégial, du maintien du gel des frais de scolarité universitaires et d'une réforme en 18 points du

régime des prêts et bourses.

Il revient donc maintenant aux étudiantes et aux étudiants de chaque CEGEP et chaque université de se saisir de ces propositions de revendications et d'action et d'en débattre largement. Les associations étudiantes doivent tenir des Assemblées générales d'ici le 2 octobre afin d'obtenir des mandats sur ces questions.

Dans les prochaines semaines, les campus devront être pris d'une véritable fièvre de démocratie afin que les étudiantes et étudiants déterminent les moyens à prendre pour amener le gouvernement à s'engager à rendre l'éducation plus accessible et démocratique.

Les 3-4-5 octobre prochain les délégué-e-s des associations étudiantes locales se rencontreront dans le cadre de la **Réunion extraordinaire du mouvement étudiant**. Cette grande réunion nationale servira à faire l'évaluation du rapport de force du mouvement étudiant en tenant compte des votes tenus partout et en faisant le point sur les politiques du gouvernement. C'est de cette **Réunion extraordinaire** que découlera la mise en branle du plan d'action.

Le plan d'action proposé est fort ambitieux. Il met de l'avant la possibilité d'une grève générale illimitée. Les enjeux sont à ce point importants dans l'éducation, qu'il

faut envisager de menacer le gouvernement de paralyser totalement le système scolaire advenant qu'il ne s'engage pas rapidement sur nos revendications. Il faut être à l'offensive estime l'ANEQ. Il ne saurait être question d'attendre que le gouvernement annonce d'autres coupures et que nous nous retrouvions encore sur la défensive.

Évidemment, ce n'est jamais par plaisir qu'on envisage de tels moyens d'action. Mais ce débat, il nous faut le faire. Le printemps dernier, avec une grève limitée, le mouvement étudiant a riposté aux coupures du gouvernement en promettant de revenir à la charge. Et c'est la question qui se pose à nous maintenant. Au Québec, le mouvement étudiant n'a jamais hésité à prendre les moyens qu'il fallait pour promouvoir l'éducation. C'est ce qui explique par exemple que le régime des prêts et bourses est l'un des moins déficients au Canada et que les frais de scolarité sont les moins élevés.

Il faut considérer que le fait que nous puissions étudier aujourd'hui dépend des acquis que les étudiantes et étudiants ont arrachés il n'y a pas si longtemps (...1974, 1978, 1984) et que le sort de ceux et celles qui voudraient étudier dans le futur est entre nos mains. C'est ni plus ni moins que le droit à l'éducation qui dépend de nous et de

notre lutte.

Face à ces revendications, la réplique du gouvernement et des éditorialistes est toujours de nous traiter de "bébés gâtés qui chialent pour des gros sous." Mais il n'en est rien puisque ces revendications visent d'abord à favoriser cette majorité qui encore aujourd'hui n'a pas accès à l'éducation et ceux et celles qui, en grand nombre, abandonnent leurs études sans pouvoir les terminer. Notre action est au bénéfice de toute la population parce que l'éducation c'est important, ça nous permet de devenir plus autonomes, de mieux contrôler notre environnement. Et ça, le gouvernement le sait trop bien!

La meilleure façon d'obtenir du gouvernement une amélioration de la qualité de l'éducation et des programmes qui répondent à nos besoins c'est de s'assurer qu'encre plus largement l'ensemble de la population appuie le développement de l'éducation. Et pour ce, il faut que la population sente que l'éducation lui est profitable et qu'elle lui est accessible. C'est pourquoi il est si fondamental de démocratiser l'éducation et d'empêcher le gouvernement de la réserver à une élite de plus en plus restreinte.

Une grève c'est exigeant, mais c'est surtout efficace. Il ne faut pas pour autant partir à l'aventure. C'est pourquoi la démarche de

l'ANEQ prévoit que les votes de grève ne sont pas effectifs tant que la **Réunion extraordinaire du mouvement étudiant** n'a pas fait l'évaluation de notre rapport de force national et que les délégué-e-s ne sont pas retourné-e-s dans leurs associations pour faire rapport. Autrement dit, personne ne sort en grève seul ou en désordre. La grève sera coordonnée et conditionnelle à l'adhésion d'un nombre suffisant d'associations étudiantes. Il faut prendre les moyens pour gagner.

Il faut obtenir du gouvernement des engagements à l'effet qu'il maintiendra la gratuité scolaire au collégial et le gel des frais de scolarité universitaires et que cet automne il conclura des négociations avec l'ANEQ sur la base de 18 modifications qu'elle propose qui doivent être apportées au régime des prêts et bourses. De la sorte, nous nous assurerons d'asseoir l'éducation sur des bases solides et de réaffirmer pour de nombreuses années à venir des principes fondamentaux.

Ces engagements et ces améliorations ce n'est qu'avec un imposant rapport de force que nous les obtiendront. Notre victoire dépend d'abord de notre volonté et de notre conviction. C'est ce dont il faut débattre dans nos Assemblées générales.



Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec

1581 rue Dufresne, Montréal (Québec), H2K 3J6, (514) 526-5449 ou (514) 526-1245

1. DÉMOCRATISER L'ÉDUCATION

• *Un but pour toute la population*

Un peu d'histoire

Pour bien saisir ce que signifie «démocratisation de l'éducation», il faut se rapporter au début des années '60. À l'époque, il n'y avait même pas de ministère de l'Éducation, tout était sous le contrôle d'intérêts privés et religieux. L'instruction obligatoire s'arrêtait au primaire.

En 1964, le gouvernement votait de mettre sur pied un réseau public d'éducation. Peu à peu, le Québec se dota donc d'un véritable système scolaire (écoles primaires, écoles secondaires, CEGEP, universités publiques).

En redoublant d'efforts, le Québec essayait de rattraper son retard évident. Le Québec sortait tout juste de l'époque dite de la «grande noirceur» du régime Duplessis. Ce dernier ne se gênait pas pour déclarer qu'il n'appréciait pas gouverner une population trop instruite.

Les transformations rapides d'alors ne sont pas tombées du ciel et n'étaient pas dues aux bonnes grâces du gouvernement libéral de l'époque. Le Québec connaissait à ce moment-là de vastes mobilisations sociales en faveur de la démocratisation de l'éducation, pour égaliser les chances et faciliter l'accès à l'éducation.

La scolarisation: beaucoup reste à faire

Des progrès importants ont été observés en vingt ans. Mais on ne peut en conclure que l'accès à l'éducation est un droit pleinement acquis. De nombreuses barrières et difficultés subsistent encore.

Ainsi:

- plus de 25% des jeunes abandonnent l'école secondaire sans avoir de diplôme;
- seulement 45% entrent au CEGEP;
- à peine 27% obtiennent un DEC;
- 6% entrent à l'université et encore moins en sortent diplômé-e-s.

En fait, les Québécois-e-s francophones sont les moins scolarisé-e-s de tout le Canada. De plus, il existe une importante différence selon l'origine sociale. Les jeunes provenant de familles plus pauvres ont de plus grandes difficultés à accéder aux études.

Il reste donc beaucoup à faire. La poursuite des études est un phénomène relativement nouveau au Québec; 20 ans c'est court au niveau des mentalités. Alors qu'à peine deux générations ont pu profiter d'un élan de démocratisation, voici qu'on voit apparaître une tendance, un discours favorable à un retour à l'élitisme.

Un danger de retour en arrière

De plus en plus, le gouvernement ne se gêne pas pour déclarer que l'éducation coûte trop chère. Étudier ne serait plus un droit collectif mais un choix personnel que l'individu doit être en mesure de supporter par lui-même. Dans la logique gouvernementale, l'éducation devient même un vulgaire «bien de consommation» que l'on se procure si on en a les moyens.

De plus, on entend fréquemment parler de l'«excellence», politique selon laquelle seul-e-s les «meilleur-e-s», les plus «performant-e-s», pourraient continuer à étudier.

Toutes ces orientations s'expriment à travers des mesures très concrètes comme:

- l'imposition de frais de scolarité pour les cours d'été dans les CEGEP,

ce qui pourrait déboucher sur des frais généralisés pour l'ensemble des cours;

- l'objectif non-avoué du gouvernement de tripler les frais de scolarité universitaires (1500\$ par an) et d'introduire comme seule «compensation» la possibilité pour tout le monde de s'endetter avec un prêt universel de 1000\$;
- les coupures de 85 millions \$ (dont 24 millions \$ dans les prêts et bourses) au printemps dernier;
- les nouveaux «frais de matériel» de 100\$ dans les universités.

Tout cela, sans compter que le gouvernement élabore présentement une réforme des prêts et bourses qu'il voudrait bien inscrire dans l'orientation de ses politiques de coupures budgétaires.

Prioriser l'accessibilité

Même s'il faut noter une détérioration de la qualité de l'éducation et un changement dans son orientation, selon l'ANEQ, l'éducation se trouve principalement menacée au niveau de l'accessibilité. Là, comme dans les programmes sociaux, le gouvernement voudrait utiliser la méthode du «ticket modérateur» pour faire chuter l'achalandage des établissements scolaires ou pour rendre l'accès plus sélectif.

Il y a beaucoup de barrières qui limitent l'accès à l'éducation, dont les facteurs culturels rattachés à l'origine sociale. Si nous voulons un jour être en mesure d'éliminer ces barrières, il importe d'abord d'éviter que le gouvernement n'érige de nouvelles barrières liées à l'argent.

C'est en constatant les difficultés financières que connaît déjà la population étudiante et en considérant les projets du gouvernement que l'ANEQ a priorisé, lors de son dernier Congrès national, les trois revendications suivantes:

- la gratuité scolaire au niveau collégial;
- la maintien du gel des frais de scolarité universitaires et ce, dans un objectif de gratuité scolaire;
- une amélioration et un élargissement du régime de prêts et bourses.

Ces trois revendications ne suffiront pas à elles seules à démocratiser entièrement l'éducation, mais elles nous permettent d'assurer une plus grande accessibilité.

Nous avons des responsabilités

Si nous avons le loisir d'étudier aujourd'hui, c'est qu'hier d'autres ont lutté pour que le gouvernement développe l'éducation ou pour l'empêcher de couper encore plus les budgets.

Aujourd'hui, l'éducation est menacée. Nous avons la responsabilité d'affirmer bien fort que l'éducation est un droit, que notre niveau de scolarité ne doit pas dépendre de l'épaisseur de notre porte-monnaie! Sinon, demain, celles et ceux qui nous suivent pourraient se retrouver dans une situation insoutenable.

En fait, la lutte pour le droit à l'éducation en est une pour l'ensemble de la population. Il y a bien sûr des gens pour nous accuser d'être «corporatistes», d'être des «bébés gâtés». Mais il n'en est rien puisqu'il serait beaucoup plus simple de rester les bras croisés en se disant qu'une minorité fréquente l'université ou que nous aurons fini nos études sans avoir bénéficié des améliorations revendiquées ou souffert des coupures que nous appréhendons.

2. PASSER À L'OFFENSIVE

• *Ne pas attendre que la situation se dégrade davantage*

Donner suite à la riposte du printemps

Le printemps dernier, après que le gouvernement ait annoncé d'importantes coupures dans l'éducation, l'ANEQ organisait une vaste mobilisation. Les étudiantes et les étudiants de plus de quarante CEGEP et universités ont fait une grève de trois jours en moyenne.

Pendant plus de deux semaines, l'attention du public s'est tournée vers les étudiantes et les étudiants. Couverture de presse constante, manifestations locales et nationale, occupations de bureaux de députés, barrages routiers, rencontre avec le ministre Ryan, occupation de la permanence du Parti Libéral, rencontre avec le premier ministre Bourassa, porte à porte dans les municipalités, etc.

Les objectifs d'alors ont été atteints: faire mal politiquement au gouvernement, lui restreindre sa marge de manoeuvre pour l'avenir, mettre à jour ses politiques, attirer l'attention du public sur la difficile situation de la population étudiante, faire clairement ressortir que les coupures sont inacceptables et que nous avons déjà largement fait notre part.

Comme cela avait été exposé dans chacune des assemblées de vote de grève, il n'était pas sûr que le gouvernement allait retirer ses coupures. Mais il fallait clairement marquer notre opposition, faire savoir au gouvernement qu'il n'a pas la voie libre. Et face à l'ampleur des coupures, il fallait poser plus qu'un geste symbolique.

Cette mobilisation était donc indispensable même si elle n'a pas suffi à faire reculer le gouvernement. Il s'agissait en fait d'une «riposte» qui, dès le printemps dernier, était appelée à s'inscrire dans une stratégie à long terme puisqu'à elle seule, elle comportait des limites faciles à identifier: elle était restreinte à quelques jours en moyenne et organisée en peu de temps près de la fin de la session, et surtout, la lutte était défensive. Comme on le sait, il est toujours plus difficile de faire changer le gouvernement de position lorsqu'il doit revenir sur une décision qu'il a déjà rendu publique.

Passer à l'offensive

Le dernier Congrès national de l'ANEQ s'est efforcé de déterminer une stratégie gagnante pour démocratiser l'éducation. Il en est ressorti qu'il faut prévenir les coups. Avant d'agir, il ne faut pas attendre que le gouvernement nous mette devant des faits accomplis pour alors se retrouver sur la défensive, à simplement réagir.

Notre mouvement ne peut pas totalement être efficace s'il est à la remorque des politiques gouvernementales; la stratégie du gouvernement étant toujours d'agir à l'improviste et d'annoncer graduellement, petit à petit, des reculs qui, cumulés sur une période plus longue, sont énormes.

Il importe donc d'être à l'offensive, de lutter pour le progrès et pour nos revendications et non simplement contre les reculs causés par les politiques gouvernementales. Et il ne s'agit pas là d'une trouvaille. Au contraire, l'ANEQ a plus souvent qu'autrement été à l'offensive. C'est ce qui explique

que nous ayons un des régimes d'aide financière les moins déficients au Canada et les frais de scolarité les plus bas.

C'est le temps d'agir

Une partie décisive va se jouer cet automne et il est important d'amener le gouvernement sur le terrain de nos revendications plutôt que de se laisser entraîner sur celui de ses coupures. Plusieurs étapes importantes auront lieu. À ces occasions, le gouvernement aura à prendre des décisions. Si nous n'intervenons pas, il annoncera des mesures qui orienteront l'éducation pour les années à venir: fin de la gratuité scolaire, métamorphose du régime de prêts et bourses, etc.

Cet automne représente le moment tout désigné pour une vaste offensive car;

- le ministère de l'Enseignement supérieur est en train d'élaborer la première véritable réforme en vingt ans du régime de prêts et bourses. Une équipe est déjà en place pour déterminer les principes du nouveau régime, et c'est cette première étape qui est la plus

déterminante dans un processus de réforme. Il faut donc que le gouvernement se prononce sur nos revendications. L'enjeu est immense surtout si l'on considère que la réforme s'effectue en cachette jusqu'à maintenant.

• une importante Commission parlementaire sur le financement des universités prendra fin à la mi-octobre. Tout de suite après, le ministre Ryan annoncera s'il dégèle les frais de scolarité universitaires. Ça fait maintenant plus de deux ans que la chose se discute et que l'ANEQ bloque la décision. Une fois le principe du gel aboli, les frais de scolarité pourraient augmenter sans cesse. Et l'adoption ou non d'un dégel sera déterminante pour l'avenir de la gratuité scolaire au niveau collégial. C'est toute la notion de «ticket modérateur» et de tarification de services que sous-tend ce débat.

Et il faut considérer que ce n'est pas la force des arguments ni la qualité des mémoires, si bonne soit-elle, qui nous assurera de faire fléchir le ministre. La Commission parlementaire est importante certes, mais ce n'est pas cet exercice qui déterminera les décisions qui suivront. C'est sur le terrain de la mobilisation que le gouvernement

3. ÇA PREND DES ENGAGEMENTS

• *Ne pas laisser le gouvernement se défilier*

Les finances publiques

Alors qu'il était en campagne électorale, il y a moins d'un an, le Parti libéral a fait plein de promesses concernant l'éducation. Il s'était engagé à ajouter 28 millions \$ au budget des prêts et bourses, à maintenir gelés les frais de scolarité universitaires, à favoriser l'accès à l'éducation, etc...

Depuis qu'il est au pouvoir, le Parti libéral a mis de côté ses promesses. Son premier geste, comme gouvernement, fut de «découvrir», comme par enchantement, un «trou» dans le budget de l'État. Depuis ce moment, la tactique du gouvernement est de créer un climat de panique et de transformer le déficit national en ennemi numéro un de la population, espérant ainsi faire accepter les coupures.

Derrière cette mise en scène plutôt simpliste que plus d'un gouvernement a utilisée par le passé, se cache une situation plus complexe. Ainsi, on remarque que le choix des coupures se porte toujours sur les services à la population, épargnant, sinon profitant à la fonction économique. De plus, il est à considérer que le déficit ne provient pas principalement de l'accroissement des dépenses pour les services à la population mais bien des dépenses fiscales. C'est-à-dire que le gouvernement a réduit ses revenus en concédant des exemptions fiscales, des crédits et réductions d'impôts de toutes sortes. Le plus important de ces «cadeaux» est l'exemption à vie de 500 000\$ de gains de capital accordée par les gouvernements fédéral et québécois. Cela représente 1,5 milliard de \$ de moins en revenus. Également, contrairement à ce que l'on croit généralement, le taux de taxation des entreprises est moins élevé au Québec qu'en Ontario et les subventions directes leur étant accordées sont plus généreuses au Québec. Le gouvernement peut bien vouloir attirer l'attention sur les dépenses rattachées aux services à la population, mais il y a bien d'autres dépenses qui, elles, n'apparaissent pas dans les livres comptables mais ne sont pas moins importantes. On dirait qu'il y a deux «États-providence» au Québec mais que le gouvernement

ne veut abolir que celui à majorité.

Rame le dé à sa p

Il faut donc être prudent le gouvernement nous dit Il fait des choix très consci pressions de gens bien pl

Il est évidemment beau gouvernement de répéter moyens». De la sorte, il é besoins de la population. L tique est le président du Gobeil. À plusieurs reprises lait ajuster l'offre et la der en utilisant un ticket modé la demande de services p combler les besoins.

On ne peut laisser le gou sabiliser constamment e d'argent. Des chiffres et apolitique. Dans ce conte ramener le débat à sa plac nement accepte de se per prendre pour démocrati besoins de la population ment doit prendre des en

Avec les coupures du p la première fois qu'un go directement aux condition lation étudiante. Il nous fa tendance et forcer le gou pour le reste de son man de scolarité gelés et gara gratuité scolaire au collég également se conclure à l améliorations que nous régime d'aide financière.

Depuis maintenant trois démarches incessantes au décisionnels de l'appareil obtenir des informations nos revendications priorit

SIVE

4. DÉGAGER UN RAPPORT DE FORCE

• Ça prend une menace sérieuse

Peut-on gagner sans rapport de force?

Il y a quelques années, on entendait beaucoup parler de la «concertation». Selon cette philosophie, il serait possible de s'entendre avec quiconque en établissant un climat de confiance et de coopération. Un postulat à la base de cette approche est que tous les groupes dans la société ont les mêmes intérêts et qu'il suffit de faire de petits compromis pour que toutes les parties obtiennent satisfaction.

Il semble bien que cette belle théorie ait été nulle en pratique. En effet, il est facile de constater que le gouvernement n'est pas neutre, qu'il n'est pas au-dessus de la mêlée. Le gouvernement libéral est de toute évidence porté à donner satisfaction aux mieux nantis. En effet, il existe dans notre société des groupes de pression qui sont peu bruyants mais très efficaces. Le gouvernement les a même nommés sur plusieurs comités d'étude. Ces intérêts agissent donc sur et dans le gouvernement pour la réduction des budgets alloués aux services sociaux et à l'éducation et le transfert de ces argents vers d'autres activités de l'État, particulièrement le développement économique.

Comme par hasard, ce sont ces mêmes groupes forts discrets qui nous demandent de ne pas nous mobiliser et condamnent la «confrontation» et l'établissement d'un rapport de force avec le gouvernement.

La menace doit être sérieuse

Idéalement il faudrait que le gouvernement accepte de négocier sans que nous n'ayons besoin de prendre des moyens de pression lourds telle la grève.

Pour cela, il faut que nous soyons en position de menacer le gouvernement de prendre de tels moyens. Il faut également que le gouvernement soit convaincu que nous avons la possibilité et la volonté d'appliquer au besoin notre menace et que cela l'amène à satisfaire nos revendications avant que nous n'appliquions nos moyens de pression.

Pour dégager un tel rapport de force, il faut être prêt-e-s à toute éventualité, disponibles à passer à l'action. Pour menacer le gouvernement de déclencher une grève si les négociations ne débloquent pas, il faut que les étudiant-

e-s aient déjà voté cette possibilité de grève et qu'ils et elles soient prêt-e-s à l'appliquer au besoin. Si la menace n'est pas sérieuse et crédible, le gouvernement ne bougera pas.

L'écart est grand

Il faut espérer qu'il suffisse de montrer les dents pour amener le gouvernement à bouger. Mais il ne faut pas se cacher que l'écart entre les deux parties est très important et ce, tant par la nature de nos revendications que l'ampleur des coupures que le gouvernement voudrait appliquer.

Il faut donc être conscient-e-s que nos moyens d'action devront être énormes. Il convient tout de suite de préciser qu'il ne suffira pas de faire des pétitions ou une grève limitée dans le temps. Même si une grève de deux semaines est votée partout, la stratégie du gouvernement sera d'attendre que la «tempête» passe. Bien sûr, cela lui serait nuisible politiquement, mais pas nécessairement suffisant pour qu'il cède.

Le dernier Congrès national de l'ANEQ a fait une analyse sérieuse de la situation et évalue que cette fois il faut envisager de paralyser de façon illimitée le système scolaire.

Une grève, ça donne quoi?

On peut être convaincu-e qu'on ne peut gagner sans rapport de force mais souvent on peut avoir l'impression qu'une grève ça ne fait pas pression sur le gouvernement et que ça n'a pour conséquence que de nous pénaliser. Habituellement, les sceptiques font une démarche théorique en se disant: une grève étudiante ce n'est pas comme une grève ouvrière, ça ne bloque pas la production ni les activités gouvernementales. C'est en partie vrai d'un point de vue théorique: les grèves étudiantes ont une spécificité. En pratique toutefois, on ne peut nier que les grèves et les pressions étudiantes ont toujours porté fruits.

• Au niveau local, prenons deux exemples récents: le CEGEP de Saint-Hyacinthe et l'Université de Sherbrooke. Dans le premier cas, une grève de deux semaines, le printemps dernier, a forcé l'administration à modifier son projet de mettre des cours durant la période du dîner et de transformer le salon étudiant en salle de cours. L'entente est intervenue parce que les étudiant-e-s menaçaient de poursuivre la grève. À l'Université de Sherbrooke, une grève d'une journée suivie d'une occupation prolongée de l'administration a forcé celle-ci à suspendre la fermeture de plusieurs programmes et la mise à pied de quelques dizaines de professeurs.

• Au niveau national, des améliorations substantielles ont été apportées au régime des prêts et bourses au fil des luttes étudiantes. Ces améliorations sont appréciables, surtout si l'on considère la dégradation dans les autres provinces et qu'au Québec le reste du budget de l'éducation a considérablement été coupé. Soulignons les changements suivants:

- en 1977-78, est reconnu indépendant-e l'étudiant-e vivant maritalement (union de fait) lorsque le couple garde avec lui un ou plusieurs enfants.
- en 1979-80, le maximum de la bourse pour les parents uniques a été

porté de 5000\$ à 8000\$.

- en 1979-80, la proportion du manque à gagner qui est prise en considération dans le calcul de la contribution de l'étudiant-e et du ou de la conjoint-e est réduite de 50% à 40%
- en 1979-80, abolition pour l'étudiant-e célibataire ayant à sa charge un ou des enfants de l'obligation d'avoir vécu hors du foyer des parents pendant plus d'un an pour conserver son statut d'indépendance.
- en 1980-81, abolition de l'écart entre le budget de dépenses admises au CEGEP et à l'université.
- en 1980-81, augmentation additionnelle de 1150\$ de l'exemption pour l'unité familiale de base, soit une indexation de 18,5% au lieu de 9,1% (6200\$ à 7350\$).
- en 1980-81, implantation d'une mesure d'assouplissement en faveur de l'emprunteur sans emploi au moment où il doit commencer le remboursement des prêts.
- en 1981-82, augmentation de 750\$ de l'exemption pour l'unité familiale de base, soit une indexation de 10,2%.
- en 1981-82, bourse maximum portée à 8500\$ pour un-e étudiant-e ayant au moins un enfant à charge quelque soit son statut civil et pour tout-e étudiant-e marié-e.
- en 1982-83, abolition de la contribution des parents pour ceux et celles dont le revenu disponible pour fin de contribution financière, après déduction des exemptions, est inférieur à 1000\$. La proportion des parents qui n'ont pas à contribuer passe ainsi de 32% à 44%.
- en 1982-83, révision de la mesure en faveur des emprunteurs sans emploi au moment où ils et elles doivent commencer le remboursement de leurs prêts. Cette mesure s'élargit aux personnes «sans ressources financières suffisantes».
- en 1983-84, allègement de la contribution financière, lorsque l'étudiant-e sans conjoint-e ne reçoit plus d'aide sociale et a un enfant à charge, ou lorsque l'étudiant-e effectue un retour aux études pour deux sessions à l'intérieur d'une même année d'attribution, après une interruption d'au moins 24 mois consécutifs.
- en 1984-85, abolition de la contribution obligatoire du ou de la conjoint-e lors du calcul du prêt, et allègement de la contribution financière de l'étudiant-e monoparental-e ayant charge d'enfants d'âge préscolaire, favorisant ainsi l'accès des femmes aux études post-secondaires.
- Dans son avis de 1984 au ministre de l'éducation concernant le régime d'aide financière, le Conseil des collèges (organisme consultatif gouvernemental) écrit ceci: «D'autre part, les étudiants ont à de multiples reprises, et de façon souvent vive, — qu'on se rappelle les conflits de 1974, 1978 et 1984 — exprimé leur insatisfaction à l'égard des critères d'admissibilité et norme de calcul perçus comme désuets ou inéquitables. Si elles sont loin d'avoir globalement été satisfaites, les revendications étudiantes ont constitué à n'en pas douter un facteur déterminant de l'évolution du régime».

(Suite à la page 4)

ENGAGEMENTS ET DES NÉGOCIATIONS

est au service de la... tiques donnent tous les indices qu'elles vont essayer de se défilier et de nous écarter du dossier.

Alors que le Parti libéral avait promis de ne pas dégelier les frais de scolarité, le ministre Ryan n'a pas cessé de diluer cet engagement. Quand aux prêts et bourses, le ministère agit en cachette. Il est urgent d'obtenir des engagements fermes sur nos revendications sinon le gouvernement laissera traîner le dossier en longueur pour en disposer à un moment qui lui sera favorable (l'été par exemple).

Négociable et non négociable

Les revendications sur le gel des frais de scolarité universitaires et la gratuité scolaire au collégial sont du domaine du non-négociable. Ces deux revendications ne peuvent subir aucun aménagement sans que leur principe même soit attaqué. Il n'est pas de l'intention de l'ANEQ de troquer une hausse de frais de scolarité contre quelques mineures considérations futures que le gouvernement tentera annuellement de modifier ou de faire sauter. Toute initiative de négociations à ce niveau est une stratégie perdante. Notre meilleure garantie est de revendiquer sans aucune faiblesse le maintien du principe de gratuité scolaire. Il est déjà connu qu'aucune modification aux prêts et bourses ne réussira à annuler l'impact négatif des frais de scolarité sur l'accessibilité à l'éducation.

Le régime des prêts et bourses, quant à lui, est négociable. Il repose bien sûr sur des principes mais également sur une mécanique qui peut être l'objet d'aménagements. Les 18 revendications de l'ANEQ portent aussi bien sur l'introduction de nouvelles orientations que sur des modifications aux règles déjà existantes. Les négociations comportent une bonne part de technicalité puisque ce sont souvent ces dernières qui déterminent dans quelles mesures s'appliquent effectivement un principe. De plus, on sait qu'en changeant quelques mots dans les règlements, le montant de l'aide financière peut varier de plusieurs centaines de dollars pour chaque bénéficiaire.

Avoir le contrôle de la situation

Si nous exigeons du gouvernement des engagements, c'est pour qu'il ne puisse pas avoir le chemin libre pour, plus tard, annoncer à l'improviste des reculs. Avec une mobilisation et des pressions sur le gouvernement nous cherchons donc à nous assurer un contrôle sur l'évolution de l'éducation et particulièrement sur les décisions qui pourraient être prises cet automne.

C'est donc dire que notre mot d'ordre de «négociations et engagements fermes» ne peut être substitué pour de vagues promesses de «consultation» une fois que la réforme des prêts et bourses aura entièrement été élaborée selon les objectifs du gouvernement. Nous ne pourrions pas davantage nous satisfaire d'une «table de travail» ou de «concertation» comme celle mise sur pied par le gouvernement péquiste en 1984 suite à une grève de l'ANEQ. L'exercice fut tout à fait insatisfaisant. Il ne s'agissait pas de véritables négociations. La table était composée de fonctionnaires et d'étudiant-e-s qui émettaient des idées et des revendications. Le rapport soumis au ministre présentait les propositions ayant fait l'objet ou non d'un accord des parties et il avait le loisir d'en retenir ou non. Ce processus de plusieurs rencontres a abouti, après plusieurs mois, en période estivale, la mobilisation étudiante étant terminée. Le ministre avait trouvé une belle porte de sortie. L'expérience du passé est importante et c'est davantage des négociations comme celles de 1974 ou de 1978 qu'il faut chercher à obtenir.

Il ne serait pas suffisant non plus que le gouvernement utilise des formulations détournées comme: «les étudiant-e-s n'ont pas à s'inquiéter, le gouvernement ne songe pas à abolir la gratuité scolaire». Si le gouvernement était vraiment sincère dans pareil cas il n'hésiterait pas à s'engager à maintenir la gratuité scolaire plutôt que de dire ce à quoi il ne songe pas. Sans engagement valable pour toute la durée du mandat du gouvernement, on se retrouve toujours dans l'expectative de budget en budget, d'année en année.

2. PASSER À L'OFFENSIVE

• Ne pas attendre que la situation se dégrade davantage

Donner suite à la riposte du printemps

Le printemps dernier, après que le gouvernement ait annoncé d'importantes coupures dans l'éducation, l'ANEQ organisait une vaste mobilisation. Les étudiantes et les étudiants de plus de quarante CEGEP et universités ont fait une grève de trois jours en moyenne.

Pendant plus de deux semaines, l'attention du public s'est tournée vers les étudiantes et les étudiants. Couverture de presse constante, manifestations locales et nationale, occupations de bureaux de députés, barrages routiers, rencontre avec le ministre Ryan, occupation de la permanence du Parti Libéral, rencontre avec le premier ministre Bourassa, porte à porte dans les municipalités, etc.

Les objectifs d'alors ont été atteints: faire mal politiquement au gouvernement, lui restreindre sa marge de manoeuvre pour l'avenir, mettre à jour ses politiques, attirer l'attention du public sur la difficile situation de la population étudiante, faire clairement ressortir que les coupures sont inacceptables et que nous avons déjà largement fait notre part.

Comme cela avait été exposé dans chacune des assemblées de vote de grève, il n'était pas sûr que le gouvernement allait retirer ses coupures. Mais il fallait clairement marquer notre opposition, faire savoir au gouvernement qu'il n'a pas la voie libre. Et face à l'ampleur des coupures, il fallait poser plus qu'un geste symbolique.

Cette mobilisation était donc indispensable même si elle n'a pas suffi à faire reculer le gouvernement. Il s'agissait en fait d'une «riposte» qui, dès le printemps dernier, était appelée à s'inscrire dans une stratégie à long terme puisque à elle seule, elle comportait des limites faciles à identifier: elle était restreinte à quelques jours en moyenne et organisée en peu de temps près de la fin de la session, et surtout, la lutte était défensive. Comme on le sait, il est toujours plus difficile de faire changer le gouvernement de position lorsqu'il doit revenir sur une décision qu'il a déjà rendu publique.

Passer à l'offensive

Le dernier Congrès national de l'ANEQ s'est efforcé de déterminer une stratégie gagnante pour démocratiser l'éducation. Il en est ressorti qu'il faut prévenir les coups. Avant d'agir, il ne faut pas attendre que le gouvernement nous mette devant des faits accomplis pour alors se retrouver sur la défensive, à simplement réagir.

Notre mouvement ne peut pas totalement être efficace s'il est à la remorque des politiques gouvernementales; la stratégie du gouvernement étant toujours d'agir à l'improviste et d'annoncer graduellement, petit à petit, des reculs qui, cumulés sur une période plus longue, sont énormes.

Il importe donc d'être à l'offensive, de lutter pour le progrès et pour nos revendications et non simplement contre les reculs causés par les politiques gouvernementales. Et il ne s'agit pas là d'une trouvaille. Au contraire, l'ANEQ a plus souvent qu'autrement été à l'offensive. C'est ce qui explique

que nous ayons un des régimes d'aide financière les moins déficients au Canada et les frais de scolarité les plus bas.

C'est le temps d'agir

Une partie décisive va se jouer cet automne et il est important d'amener le gouvernement sur le terrain de nos revendications plutôt que de se laisser entraîner sur celui de ses coupures. Plusieurs étapes importantes auront lieu. À ces occasions, le gouvernement aura à prendre des décisions. Si nous n'intervenons pas, il annoncera des mesures qui orienteront l'éducation pour les années à venir: fin de la gratuité scolaire, métamorphose du régime de prêts et bourses, etc.

Cet automne représente le moment tout désigné pour une vaste offensive car;

• le ministère de l'Enseignement supérieur est en train d'élaborer la première véritable réforme en vingt ans du régime de prêts et bourses. Une équipe est déjà en place pour déterminer les principes du nouveau régime, et c'est cette première étape qui est la plus

déterminante dans un processus de réforme. Il faut donc que le gouvernement se prononce sur nos revendications. L'enjeu est immense surtout si l'on considère que la réforme s'effectue en cachette jusqu'à maintenant.

• une importante Commission parlementaire sur le financement des universités prendra fin à la mi-octobre. Tout de suite après, le ministre Ryan annoncera s'il dégèle les frais de scolarité universitaires. Ça fait maintenant plus de deux ans que la chose se discute et que l'ANEQ bloque la décision. Une fois le principe du gel aboli, les frais de scolarité pourraient augmenter sans cesse. Et l'adoption ou non d'un dégel sera déterminante pour l'avenir de la gratuité scolaire au niveau collégial. C'est toute la notion de «ticket modérateur» et de tarification de services que sous-tend ce débat.

Et il faut considérer que ce n'est pas la force des arguments ni la qualité des mémoires, si bonne soit-elle, qui nous assurera de faire fléchir le ministre. La Commission parlementaire est importante certes, mais ce n'est pas cet exercice qui déterminera les décisions qui suivront. C'est sur le terrain de la mobilisation que le gouvernement

jugera s'il est en mesure d'alourdir notre fardeau financier.

• ce sera également le moment où le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil, annoncera la révision des crédits alloués aux différents ministères. De plus, le gouvernement prépare son deuxième budget pour le printemps. Ces deux étapes sont déterminantes car, s'il a le chemin libre, le gouvernement voudra vraiment établir l'habitude des coupures budgétaires et affirmer la tendance de la réduction maximale du rôle de l'État. L'éducation n'est pas seulement en cause; ce sont toutes les politiques sociales qui pourraient s'orienter sur celles de Reagan aux États-Unis: au plus fort la poche et chacun pour soi!

Dans ce contexte, il serait suicidaire d'attendre que le gouvernement agisse en premier. Également, il serait tout à fait insuffisant de simplement menacer le gouvernement de faire des pressions advenant qu'il annonce de mauvaises nouvelles. Il serait alors trop tard.

Il nous faut faire des pressions importantes pendant que le gouvernement est en période d'évaluation et lui faire comprendre que ces pressions continueraient même s'il tentait de nous démobiliser en annonçant des coupures.

4. DÉGAGEMENT

• Ça prend une menace

Peut-on gagner sans rapport de force?

Il y a quelques années, on entendait beaucoup parler de la «concertation». Selon cette philosophie, il serait possible de s'entendre avec quiconque en établissant un climat de confiance et de coopération. Un postulat à la base de cette approche est que tous les groupes dans la société ont les mêmes intérêts et qu'il suffit de faire de petits compromis pour que toutes les parties obtiennent satisfaction.

Il semble bien que cette belle théorie ait été nulle en pratique. En effet, il est facile de constater que le gouvernement n'est pas neutre, qu'il n'est pas au-dessus de la mêlée. Le gouvernement libéral est de toute évidence porté à donner satisfaction aux mieux nantis. En effet, il existe dans notre société des groupes de pression qui sont peu bruyants mais très efficaces. Le gouvernement les a même nommés sur plusieurs comités d'étude. Ces intérêts agissent donc sur et dans le gouvernement pour la réduction des budgets alloués aux services sociaux et à l'éducation et le transfert de ces argentiers vers d'autres activités de l'État, particuliè-

3. ÇA PREND DES ENGAGEMENTS ET DES NÉGOCIATIONS

• Ne pas laisser le gouvernement se défilier

Les finances publiques

Alors qu'il était en campagne électorale, il y a moins d'un an, le Parti libéral a fait plein de promesses concernant l'éducation. Il s'était engagé à ajouter 28 millions \$ au budget des prêts et bourses, à maintenir gelés les frais de scolarité universitaires, à favoriser l'accès à l'éducation, etc...

Depuis qu'il est au pouvoir, le Parti libéral a mis de côté ses promesses. Son premier geste, comme gouvernement, fut de «découvrir», comme par enchantement, un «trou» dans le budget de l'État. Depuis ce moment, la tactique du gouvernement est de créer un climat de panique et de transformer le déficit national en ennemi numéro un de la population, espérant ainsi faire accepter les coupures.

Derrière cette mise en scène plutôt simpliste que plus d'un gouvernement a utilisée par le passé, se cache une situation plus complexe. Ainsi, on remarque que le choix des coupures se porte toujours sur les services à la population, épargnant, sinon profitant à la fonction économique. De plus, il est à considérer que le déficit ne provient pas principalement de l'accroissement des dépenses pour les services à la population mais bien des dépenses fiscales. C'est-à-dire que le gouvernement a réduit ses revenus en concédant des exemptions fiscales, des crédits et réductions d'impôts de toutes sortes. Le plus important de ces «cadeaux» est l'exemption à vie de 500 000\$ de gains de capital accordée par les gouvernements fédéral et québécois. Cela représente 1,5 milliard de \$ de moins en revenus. Également, contrairement à ce que l'on croit généralement, le taux de taxation des entreprises est moins élevé au Québec qu'en Ontario et les subventions directes leur étant accordées sont plus généreuses au Québec. Le gouvernement peut bien vouloir attirer l'attention sur les dépenses rattachées aux services à la population, mais il y a bien d'autres dépenses qui, elles, n'apparaissent pas dans les livres comptables mais ne sont pas moins importantes. On dirait qu'il y a deux «États-providence» au Québec mais que le gouvernement

ne veut abolir que celui qui est au service de la majorité.

Ramener le débat à sa place

Il faut donc être prudentes et prudents lorsque le gouvernement nous dit qu'il «n'a pas le choix». Il fait des choix très consciemment, en fonction des pressions de gens bien placés.

Il est évidemment beaucoup plus facile pour le gouvernement de répéter qu'il «n'a pas les moyens». De la sorte, il évacue les débats sur les besoins de la population. Le champion de cette politique est le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil. À plusieurs reprises, il a déclaré qu'il fallait ajuster l'offre et la demande de services, et ce, en utilisant un ticket modérateur pour faire chuter la demande de services plutôt que de chercher à combler les besoins.

On ne peut laisser le gouvernement se désresponsabiliser constamment en disant qu'il n'a pas d'argent. Des chiffres et un budget, ce n'est pas apolitique. Dans ce contexte, il importe donc de ramener le débat à sa place. Il faut que le gouvernement accepte de se pencher sur les mesures à prendre pour démocratiser l'éducation et les besoins de la population étudiante. Le gouvernement doit prendre des engagements clairs.

Avec les coupures du printemps dernier, c'est la première fois qu'un gouvernement s'en prend directement aux conditions financières de la population étudiante. Il nous faut stopper cette nouvelle tendance et forcer le gouvernement à s'engager pour le reste de son mandat à maintenir les frais de scolarité gelés et garantir le maintien de la gratuité scolaire au collégial. Une négociation doit également se conclure à l'automne concernant les améliorations que nous revendiquons pour le régime d'aide financière.

Depuis maintenant trois mois, l'ANEQ fait des démarches incessantes auprès des divers paliers décisionnels de l'appareil gouvernemental pour obtenir des informations et des engagements sur nos revendications prioritaires. Les autorités poli-

tiques donnent tous les indices qu'elles vont essayer de se défilier et de nous écarter du dossier.

Alors que le Parti libéral avait promis de ne pas dégeler les frais de scolarité, le ministre Ryan n'a pas cessé de diluer cet engagement. Quand aux prêts et bourses, le ministre agit en cachette. Il est urgent d'obtenir des engagements fermes sur nos revendications sinon le gouvernement laissera traîner le dossier en longueur pour en disposer à un moment qui lui sera favorable (l'été par exemple).

Négociable et non négociable

Les revendications sur le gel des frais de scolarité universitaires et la gratuité scolaire au collégial sont du domaine du non-négociable. Ces deux revendications ne peuvent subir aucun aménagement sans que leur principe même soit attaqué. Il n'est pas de l'intention de l'ANEQ de troquer une hausse de frais de scolarité contre quelques mineures considérations futures que le gouvernement tentera annuellement de modifier ou de faire sauter. Toute initiative de négociations à ce niveau est une stratégie perdante. Notre meilleure garantie est de revendiquer sans aucune faiblesse le maintien du principe de gratuité scolaire. Il est déjà connu qu'aucune modification aux prêts et bourses ne réussira à annuler l'impact négatif des frais de scolarité sur l'accessibilité à l'éducation.

Le régime des prêts et bourses, quant à lui, est négociable. Il repose bien sûr sur des principes mais également sur une mécanique qui peut être l'objet d'aménagements. Les 18 revendications de l'ANEQ portent aussi bien sur l'introduction de nouvelles orientations que sur des modifications aux règles déjà existantes. Les négociations comportent une bonne part de technicalités puisque ce sont souvent ces dernières qui déterminent dans quelles mesures s'appliquent effectivement un principe. De plus, on sait qu'en changeant quelques mots dans les règlements, le montant de l'aide financière peut varier de plusieurs centaines de dollars pour chaque bénéficiaire.

Avoir de la

Si nous exigeons des engagements, c'est pour qu'il y ait un min libre pour, plus tard, des reculs. Avec une pression sur le gouvernement pour assurer un contrôle strict et particulièrement sur les dépenses prises cet automne.

C'est donc dire que les revendications et engagements formulés pour de vagues promesses, une fois que la réforme est entièrement élaborée, ne peuvent pas satisfaire d'une «table» comme celle mise en place par le Parti libéral en 1982. L'exercice de l'ANEQ. L'exercice de l'ANEQ. Il ne s'agissait pas de table était composée de revendications qui émettaient des revendications. Le rapport soumis aux positions ayant fait l'objet de la partie et il avait le processus de plusieurs mois, en période de grève étudiante étant trouvé une belle porte ouverte. Les revendications comme celle-ci ne peuvent pas être obtenues.

Il ne serait pas suffisant d'utiliser des formes de pression. Les «étudiant-e-s» n'ont pas seulement ne songe pas à la durée du mandat. Si le gouvernement ne prend pas pareil cas il n'hésiterait pas à nier le gratuit scolaire. Il ne songe pas. Sans cela, la durée du mandat ne serait pas retrouvée toujours dans le budget, d'année en année.

4. DÉGAGER UN RAPPORT DE FORCE

(suite de la page 3)

• Les gains ne sont pas seulement des améliorations en valeur réelle. Des gains peuvent également se présenter sous la forme de coupures que le gouvernement n'a pas appliquées parce que la résistance était trop forte. Il en est ainsi de la grève de novembre 1983 alors que le Conseil du trésor projetait des frais de scolarité de 100\$ par session au collégial et l'abolition des bourses pour les étudiant-e-s non-inscrit-e-s dans les programmes liés au virage technologique.

• Les administrations universitaires qui, cet automne, n'impose pas de «frais de matériel» de 100\$ que le ministre Ryan vient d'autoriser, sont par hasard celles des universités où les étudiant-e-s ont fait la grève et des mobilisations importantes contre les coupures du gouvernement (UQUAM, Rimouski, Trois-Rivières, Sherbrooke).

• Nous pourrions continuer encore longtemps. L'important est de voir que les gains s'obtiennent par la mobilisation.

Une grève étudiante, c'est particulier

L'efficacité d'une grève étudiante repose sur plusieurs éléments. D'abord, cela est très nuisible pour l'image du gouvernement et ça le dérange énormément. Évidemment, le gouvernement n'avouera jamais publiquement que cela l'affecte. Mais on sait

à quel point il est important pour quel gouvernement de se ménager les «faveurs» électorales des jeunes qui votent ou voteront.

C'est aussi auprès de l'ensemble de la population que le gouvernement perd du crédit lorsqu'il y a un mouvement de protestation. La grève c'est le symbole, l'expression la plus forte que ça ne va pas dans le système d'éducation. Aucun autre moyen ne permet autant d'attirer l'attention sur les revendications étudiantes.

Il n'y a pas qu'une question politique. Il y a aussi des éléments d'ordre matériel qui entre en ligne de compte. Une grève prolongée désorganise le système scolaire. La riposte de l'administration est souvent d'imposer une prolongation qui, plus souvent qu'autrement, est votée officiellement mais non appliquée en pratique.

Les pertes de journées d'école constituent une pression car elle peuvent causer un chambardement du calendrier scolaire, ce qui entraîne des coûts pour l'établissement et des complications administratives.

Également, les grèves sont règle générale l'occasion de mettre en branle une série d'autres moyens d'action connexes comme les occupations, les manifestations, etc. Ce qui donne plus de poids à la grève.

5. UNE GRÈVE ILLIMITÉE, C'EST EXIGEANT

• Obtenir des acquis pour des années à venir

Faire le maximum

Comme nous l'avons déjà indiqué, les enjeux cet automne sont déterminants pour l'avenir de l'éducation et l'écart est grand entre les objectifs du gouvernement et les besoins en matière d'éducation. Il faut donc faire le maximum pour démocratiser l'éducation. Notre moyen de pression ultime étant de menacer le gouvernement de déclencher une grève illimitée advenant qu'il ne nous donne pas des engagements clairs.

Pour gagner, il faut que nous démontrions une très grande conviction à aller jusqu'au bout. Si, dès le départ, nous faisons preuve d'une volonté mitigée et d'une certaine faiblesse, le gouvernement fera durée la grève en longueur, espérant que nous nous essouffions et qu'on rentre bredouille. Au contraire, si le gouvernement est convaincu que nous sommes prêts et prêtes à aller jusqu'au bout, il cherchera un règlement plus rapide. En d'autres termes, il faut être prêt-e-s à tenir le coup une journée de plus que le gouverne-

ment. Si nous lâchons une journée trop tôt, la grève aura été beaucoup moins fructueuse.

Une grève c'est dur

Une grève ce n'est jamais facile. Il ne faut semer aucune illusion là-dessus. Que le rapport de force soit grand ou moyen, dès le départ, il demeure que le gouvernement ne cédera pas le morceau dès la première journée, il ne nous facilitera pas la tâche. Il essaiera de nous faire payer un peu pour nos gains pour qu'on n'ait pas trop souvent le goût de recommencer.

Il faut donc voir si on est prêt-e-s à mettre le paquet et à souffrir un peu afin d'aller chercher des acquis qui seront valables pour des années à venir et qui nous assureront la paix. Sinon, l'autre choix qui se présente à nous est de confronter annuellement des coupures graduelles.

Notre rapport de force réside dans le caractère illimité de la grève car elle ne peut justement pas l'être! Jamais le gouvernement ne pourra annuler une

session. Le système scolaire serait totalement bloqué. Personne n'entrerait à l'université à l'automne. Il y aurait le double d'étudiant-e-s en une même session... Il est inutile d'envisager un tel scénario, jamais il ne se réalisera. Les administrations ont beau brandir la menace des prolongations, cette arme a des limites et peut facilement être contournée dans la pratique.

Une grève entraîne donc un rapport de force. Mais il s'écoule toujours un certain laps de temps avant que n'arrive le dénouement, qui alors est rapide. Au départ, la tactique du gouvernement risquant fort d'être de nous ignorer, de nous faire poireauter tout en déclarant publiquement que la grève est inutile et qu'il ne cédera pas. C'est classique, le gouvernement se donnera un air dur et déterminé.

Une grève ce n'est donc pas une «partie de plaisir». L'ANEQ tient à ce que cela soit clair dès le départ pour la tenue des débats dans les assemblées générales. C'est seulement dans la mesure où les décisions des étudiant-e-s sont solides que nous serons assurés d'un rapport de force solide.

6. LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

• Faire une évaluation de notre rapport de force

Ne pas partir à l'aventure

Une chose doit être bien comprise dès le départ: aucune association étudiante ne partira en grève isolément pour «donner l'exemple». La grève ne sera pas déclenchée à moins d'avoir au niveau national un rapport de force suffisant. Et dans ce cas seulement, une date de grève sera déterminée pour être suivie dans un même élan et éviter l'éparpillement.

Cette approche est différente des grèves précédentes. En 1978 par exemple, c'est une association locale qui a pris l'initiative de la grève puis a appelé les autres à l'appuyer. Bien que des grèves se voient encore trois semaines plus tard, alors que certains commençaient à s'essouffler. Cette fois, le mouvement se veut coordonné et planifié depuis plusieurs mois.

Évaluer notre rapport de force

L'évaluation de notre rapport de force national se fera les 4 et 5 octobre prochain dans le cadre de la Réunion extraordinaire du mouvement étudiant. Les associations locales se réuniront pour faire état des mandats qu'elles ont reçus de leurs membres et pour prendre connaissance de l'attitude gouvernementale face à nos revendications et la demande d'ouverture de négociations.

Pour faire l'évaluation la plus exacte possible de notre rapport de force et de la volonté des étudiants et des étudiantes, il faudra que les associations possèdent des mandats clairs provenant des assemblées générales qui auront permis de débattre démocratiquement des enjeux dans l'éducation, des revendications et du plan d'action.

Précisons qu'un vote d'assemblée générale sur la possibilité d'une grève illimitée n'est pas un vote pour le

déclenchement automatique de cette grève. Il s'agit d'un vote sur le principe d'une grève possible. Advenant qu'une majorité d'associations disposent d'un mandat de grève lors de la Réunion extraordinaire et que les délégués-es évaluent le rapport de force suffisant, alors un appel à la grève sera lancé et les délégué-e-s retourneront dans leurs associations faire état de la décision et de l'évaluation faite avec les autres associations.

Pour être en mesure de procéder à un tel exercice, les mandats des différentes associations étudiantes doivent être conciliables. C'est-à-dire qu'elles doivent être mandatées sur les mêmes questions, les mêmes enjeux, les mêmes propositions. Sinon, il sera impossible de tenir des débats cohérents et en profondeur qui pourront déboucher sur une direction claire.

C'est pourquoi l'ANEQ soumet des propositions types pour les assemblées générales. D'abord, que les débats portent sur la plate-forme de revendications prioritaires, soit:

- le gel des frais de scolarité universitaires;
- la garantie de la gratuité scolaire au niveau collégial;
- une réforme du régime d'aide financière sur la base des 18 revendications de l'ANEQ.

(Sur ces trois points, nous vous référons au document présentant en détails ces trois revendications).

Ensuite, les débats devraient porter sur le présent plan d'action à l'aide de la proposition suivante en deux temps:

1. «Nous affirmons notre accord de principe avec le déclenchement d'une grève générale illimitée advenant que le gouvernement tarde à donner suite à nos revendications votées précédemment ou que le déroulement des négociations entre l'ANEQ et le gouvernement ne soit pas satisfaisant.»
2. «Nous mandatons nos délégués-es pour qu'ils et elles se rendent à la Réunion extraordinaire du mouve-

ment étudiant pour faire part de notre position et pour évaluer avec les autres associations étudiantes si un mot d'ordre de grève générale illimitée doit être lancé compte tenu du rapport de force du mouvement étudiant et des intentions du gouvernement.

Que nos délégués-es reviennent faire rapport des résultats de la Réunion extraordinaire du mouvement étudiant.»

Une réunion nationale unique

Cette Réunion extraordinaire du mouvement étudiant est une première. Sa particularité est que toutes les associations étudiantes, membres ou non de l'ANEQ, auront un même droit de vote. Également, les associations sont invitées à envoyer des délégations très nombreuses.

La participation massive des associations étudiantes avec des mandats forts sera en soit un avertissement très sérieux pour le gouvernement. La Réunion extraordinaire devra lui en mettre plein la vue. Plus nous serons nombreux et nombreuses, plus nos chances de gagner seront grandes. Il est donc de la responsabilité de toutes et tous de participer aux débats sur le plan d'action et de s'assurer que son association étudiante les représentera. Chaque présence, chaque vote, chaque association compte.

Il nous faut donc entreprendre dans chacun des établissements scolaires un vaste débat démocratique pour évaluer la situation. La démarche que l'ANEQ propose devrait permettre de prendre une décision la meilleure possible.

Nous devons avoir confiance en notre capacité, notre unité et notre force. Nous devons faire l'effort de passer à l'offensive et de tout mettre en oeuvre pour démocratiser l'éducation. C'est un objectif souhaitable pour toute la population.

3, 4 et 5 octobre

RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

CEGEP
Lionel-Groulx

Se doter d'un rapport de force pour démocratiser l'éducation



Pour informations:
(514) 526-5449
(514) 526-1245